

Brochure n° 3310

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2306. – MÉTIERS DU VERRE**

**ACCORD DU 30 OCTOBRE 2014**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1451219M  
IDCC : 2306

Entre :

La CSTITV ;

L'UCSMV,

D'une part, et

La FNTVC CGT ;

La FCE CFDT ;

La CFE-CGC chimie ;

La CMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Salaires minima garantis mensuels*

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014, le salaire minimum garanti mensuel, pour 151,67 heures, est porté à :

- point A : 1 449 € au coefficient 125 ;
- point B : 1 508 € au coefficient 190 ;
- point C : 1 984 € au coefficient 295 ;
- point D : 5 330 € au coefficient 660.

Les coefficients 125, 190 et 295 ont été fixés ainsi que les coefficients 380 à 660. Sur les segments des pentes AB, BC et CD (jusqu'au coefficient 345), les formules de calcul conventionnel définies à l'annexe II de la convention collective s'appliquent. Le coefficient 380 est majoré de 1,05 % par rapport à l'accord du 15 novembre 2013, afin de respecter les dispositions de l'article 7 dudit accord. Les 440, 550 et 660 correspondent aux valeurs de l'accord du 15 novembre 2013 majorées d'environ 0,30 %.

La valeur du point complémentaire sera de :

- sur la première pente AB (135-175) : 0,7 ;
- sur la deuxième pente BC (205-265) : 4,5 ;
- sur la troisième pente CD (315-345) : 9,1.

Cela donne les valeurs ci-après :

(En euros.)

COEFFICIENT	SMG mensuel UMV	SMG mensuel CSTITV		RMAG UMV	RMAG CSTITV
100	1 445,38		Aucun salarié	17 402,38	
105	1 445,38		Non spécialisés – 3 mois	17 402,38	
115	1 445,38		Non spécialisés – 6 mois	17 402,38	
125	1 449,00		Salariés spécialisés	17 445,96	
135	1 456,00			17 530,24	
145	1 463,00			17 614,52	
155	1 470,00		Salariés qualifiés	17 698,80	
165	1 477,00			17 783,08	
175	1 484,00		Salariés hautement qualifiés	17 867,36	
190	1 508,00			18 156,32	
205	1 575,50			18 969,02	
215	1 620,50			19 510,82	
230	1 688,00		Maîtres ouvriers	20 323,52	
250	1 778,00		Agents de maîtrise	21 407,12	
265	1 845,50		Techniciens	22 219,82	
295	1 984,00			23 887,36	
315	2 166,00		Techniciens supérieurs	26 078,64	
330	2 302,50			27 722,10	
345	2 439,00		Cadres débutants	29 365,56	
380	2 880,00	3 031,00	Cadres confirmés	34 675,20	36 493,24
440	3 300,00			39 732,00	
550	4 320,00			52 012,80	
660	5 330,00		Cadres dirigeants	64 173,20	

## Article 2

### *Prime de panier*

La valeur de la prime de panier, pour les travailleurs de nuit comme spécifié dans l'article 37 de la convention collective nationale de l'UMV, est fixée à 1,5 fois le minimum garanti légal (3,51 € en 2014), soit 5,27 €.

## Article 3

### *Egalité salariale*

Les parties signataires rappellent les dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail, qui précise que « tout employeur assure, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes », et indiquent qu'il appartient aux entreprises de la branche de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes à emploi de valeur égale sans raisons objectives pouvant les justifier.

Pour ce faire, les parties signataires rappellent que la négociation collective d'entreprise (pour les entreprises soumises à cette obligation) en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes fait l'objet de deux catégories de dispositions légales :

Négociation annuelle :

- objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (art. L. 2242-5 et L. 2242-6 du code du travail) (conformément aux dispositions de l'article L. 2245-5 du code du travail, la périodicité de cette négociation est portée à 3 ans lorsqu'un accord est signé) ;
- suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes (art. L. 2242-7 et L. 2242-10 du code du travail) ;

Négociation triennale (conditionnelle) : objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (art. L. 2242-5 et L. 2242-6 du code du travail).

En dernier lieu, les parties au présent accord réaffirment leur volonté d'aboutir à la signature d'un accord de branche sur l'égalité professionnelle dès le début de l'année 2015. Cet accord fera suite aux négociations engagées sur ce thème depuis le début de l'année 2014.

#### **Article 4**

##### *Dispositions particulières*

Les parties réaffirment leur volonté commune d'élaborer une grille unique des salaires et notamment de se donner les moyens de rapprocher les valeurs du coefficient 380.

Dès le début de l'année 2015, les parties conviennent de se réunir pour prendre en compte les conséquences d'une éventuelle augmentation du Smic sur la grille conventionnelle définie à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord.

#### **Article 5**

##### *Sécurisation*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne peut être dérogé, dans un sens défavorable au salarié, à l'une des présentes dispositions.

Le présent accord entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2014 pour les entreprises qui adhèrent à l'UMV et à la CSTITV.

Néanmoins, les présentes dispositions ne seront applicables qu'à compter de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant son extension, pour les entreprises non adhérentes à l'union des métiers du verre.

#### **Article 6**

##### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires à la direction générale du travail au service des relations et conditions de travail, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et D. 2231-2 du nouveau code du travail.

Un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Un exemplaire sera remis aux organisations syndicales concernées.

Fait à Paris, le 30 octobre 2014.

(Suivent les signatures.)